
N^o. I^{er}.

BIBLIOTECA MUNICIPAL

MADRID

LE PUBLICISTE

PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL ;

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES,

*ET rédigé par M. MARAT, Auteur de L'OFFRANDE
A LA PATRIE, du MONITEUR & du PLAN
DE CONSTITUTION, &c.*

Vitam impendere vero.

V E R S A I L L E S,

Du Samedi 12 Septembre 1789.

A S S E M B L É E N A T I O N A L E.

Séance du Lundi 7 Septembre 1789.

*Opinions sur la division de l'Assemblée Nationale
en deux Chambres, sur sa permanence ou son
retour périodique, & sur la Sanction Royale.*

*Observations sur le danger de consacrer quelques-
unes de ces opinions dans les décisions de l'As-
semblée.*

AL'OUVERTURE de la Séance de ce jour, on
a repris les questions débattues la veille sur la

A

Sanction Royale ; la tenue permanente ou périodique des Etats , & la formation de l'Assemblée en une ou en deux Chambres.

Peu d'Orateurs ont pris la parole.

M. Lanjuinais a parlé contre la division de l'Assemblée en deux Chambres. Elle lui a paru frapper de paralysie le Corps législatif , & donner naissance à une aristocratie redoutable , chez laquelle la voix de l'intérêt personnel étoufferoit constamment la voix de l'intérêt public , à moins que ces deux Chambres , égales en tout , n'eussent les mêmes intérêts à défendre , & ne fussent animées du même esprit ; seul cas où elles pourroient favoriser la discussion des affaires , & contribuer à mieux les approfondir.

Il s'est élevé ensuite contre la Sanction Royale , qui , selon lui , étoit inconnue sous les deux premières races de nos Rois , & qu'il regarde comme un acte , non comme une prérogative. Charlemagne n'ayant sanctionné le vœu des François , & n'ayant constitué la loi qu'en qualité de Président : elle ne lui paroît pas obligatoire pour l'Assemblée , parce que les cahiers de ses Députés ne s'accordent pas sur ce point. Et fussent-ils tous d'accord , tous impératifs , il croit qu'ils pourroient être modifiés par elle à cet égard , comme ils l'ont été à l'égard de l'emprunt. D'ailleurs , si le Clergé & la Noblesse ont consacré la Sanction dans leurs cahiers ,

c'est qu'elle leur a paru propre à soutenir leurs prétentions. Enfin, il regarde le *veto absolu* comme le droit de faire la loi ; & rejeter la loi , c'est attenter à la liberté des Citoyens.

M. le Comte de Virieux s'est déclaré pour la permanence des Etats-Généraux : elle seule lui a paru pouvoir donner à l'Assemblée Nationale cette force constante, ce caractère d'unité si nécessaire pour lier toutes les parties d'une vaste Monarchie, sur-tout lorsque les Représentans sont surveillés par la Nation. Il regarde la Sanction comme le droit du Peuple : ainsi, en restreignant le *veto*, ses droits seroient bientôt anéantis. Il pense que le *veto royal* doit être indéfini, & le terme très prolongé pour décourager les Chefs des cabales. A l'égard de la division de l'Assemblée en deux Chambres, il la croit indispensable pour arrêter les vues d'ambition, auxquelles une seule Chambre pourroit se livrer.

De ce que les devoirs se subdivisent, quoique la Souveraineté soit une, M. Malouet a inféré la nécessité de deux Chambres ; l'une, formant le Corps législatif ; l'autre, formant un Sénat ou Conseil Suprême ; car, selon lui, rien n'est plus dangereux qu'une seule Assemblée qui seroit composée d'hommes corrompus ou peu instruits. Avec eux nous aurions le *veto*, ajoute-t-il, mais la Nation pourroit être asservie avant qu'il fût em-

ployé avec succès. -- Admirable dialectique ! Plaisant expédient ! Sans doute il faut des lumières & des vertus pour réprimer les effets de la corruption. Mais, par quel prodige inoui l'Orateur ne place-t-il, dans le Sénat, que des hommes éclairés & vertueux, tandis qu'il ne place dans l'Assemblée des Représentans que des hommes ignorans & corrompus ?

M. de Custine s'est déclaré pour la permanence des Etats-Généraux. Il pense qu'une seule Assemblée Nationale, souvent renouvelée, auroit une forme plus imposante; & qu'une seconde Chambre, comme celles des Pairs d'Angleterre, seroit nulle dans les affaires publiques. Puis, se déclarant pour le *veto absolu*, il voudroit que la loi fût rejetée si le Roi la refusoit, & admise si elle lui convenoit. Ainsi, dans la première partie de son discours, il établit une bonne maxime sur une mauvaise raison; dans la dernière, perdant de vue les premiers rapports des différentes branches du Corps politique, il rend le Roi arbitre suprême de la Nation.

Faisons ici une observation générale qui n'échappera point au lecteur judicieux. Des quatre Membres qui ont porté la parole, le premier est dans les bons principes; mais les principes des derniers sont plus que suspects; ils tiennent à des vues d'Aristocratie couvertes du voile de l'amour de l'ordre & du bien public. Malheur à nous si

nos Représentans ne voient pas cela ! Que les préjugés de la naissance sont inextricables ! Que la voix de l'intérêt est irrésistible !

La discussion des grands objets dont on étoit occupé a été interrompue par la lecture du discours de plusieurs Dames Parisiennes qui s'étoient présentées à l'Assemblée pour faire , à l'Etat , le sacrifice de leurs bijoux. La cassette qui les renfermoit a été déposée , par l'une d'elle , sur le bureau des Secrétaires , comme sur l'autel de la Patrie. Paris a donc aujourd'hui des Citoyennes qui ne veulent être parées que de leurs vertus ! Rome , dans ses plus beaux jours , se feroit honorée de leur avoir donné naissance : elles serviront de modele à leurs Compatriotes , & la renommée prendra plaisir à porter leurs noms (1) en tous lieux. Puisse leur exemple trouver beaucoup d'imitateurs ! Puisse-t-il faire passer dans les ames ce feu sacré qui les élève & les épure , cet enthousiasme pour les grandes choses qui fait le bonheur des Peuples & la gloire des Etats !

(1) Ils étoient illustrés par les talens avant que le patriotisme les consacra. En voici la liste, Mesdames Monette, Vien, de La Grenée la jeune, Suvée, Baruer, Vien, Belle, Vestier, Fragonard, Perou, David, Vernet la jeune, Desmorteaux, Beauvalet, Corne de Cerf; & Mesdemoiselles Vassé de Baurecueil, Vestier, Gerard, Dilland, de Vieville, Hotamps.

Les questions agitées ayant été reprises, l'Assemblée est devenue bruyante sur la fin de la Séance : comme elles paroissent suffisamment développées, on a été aux voix, & il a été arrêté que leur discussion étoit terminée.

Résumé.

Lorsque M. le Vicomte de Noailles eut proposé ces questions dans la Séance du 29 Août, M. Guillon prit la parole pour observer qu'il étoit impossible de faire une bonne constitution, & d'en bien lier les parties, si on n'embrassoit pas l'ensemble d'une vue générale; que, dans le plan projeté, l'ordre naturel étoit interverti, puisqu'on vouloit décider comment les loix seroient sanctionnées, avant de décider comment elles seroient faites; en conséquence, il proposa de ne point délibérer sur la Sanction Royale, avant d'avoir sous les yeux tout le projet du Comité de Constitution. Cette proposition si sage fut rejetée; on entama les discussions, & elles n'ont été terminées que le 7 de ce mois.

Parmi les opinans, MM. le Duc de Liancourt, le Comte de Clermont-Tonnerre, le Comte de Mirabeau, Laly-Tolendal, Target, Malouet, Touret, se sont déclaré pour la Sanction Royale. MM. Salé, Péron-de-Villeneuve, du Port, le Comte de Virieux, ont opiné pour le *Veto*

suspensif. MM. l'Abbé Maury, de Custine, Mounier, pour le *Veto* absolu.

MM. de Lanjuinais contre le *Veto*.

Enfin, c'étoit le sentiment de M. Rabaud de Saint-Etienne, que la question sur la Sanction Royale, présentée avant celles qui sont relatives au Corps législatif devient insoluble, parce que les raisons pour ou contre changent de force, suivant que l'Assemblée Nationale sera permanente ou périodique; il a donc demandé que la décision fût renvoyée à la fin du travail sur la Constitution.

Quand on résume les argumens pour ou contre, on y trouve peu de justesse, beaucoup moins encore de solidité : la plupart des idées manquent même de netteté; & la solution, rarement appuyée sur ses vrais principes, est presque toujours tirée des inconvéniens réels ou apparens que présente l'un des côtés de la question.

Nul point de Constitution ne peut être décidé que par des raisons tirées du fond des choses, ou des rapports réciproques qui se trouvent entre les diverses parties du Corps politique : rappelons donc ici les principes d'où dépend la solution des questions proposées.

La division de l'Assemblée Nationale en deux Chambres, ou en un Corps législatif périodique &

un Sénat permanent , ne produiroit aucun des effets qu'on paroît en attendre.

Si elles ont les mêmes intérêts , elles seront animées du même esprit , & presque toujours elles feront d'accord sur les mêmes points ; le moyen qu'elles se contrebalancent l'une l'autre ; elles ne serviroient donc qu'à compliquer inutilement la machine politique. Si elles ont des intérêts différens , celle qui aura le contrôle ne servira qu'à embarrasser & arrêter la marche de celle qui aura la puissance législative , & le jeu de la machine politique seroit détruit. Qu'on n'allegue pas l'exemple de l'Angleterre , à moins que l'on ne suppose l'établissement de nouvelles loix fondamentales. Or , comment imaginer qu'un bill fait dans la Chambre-Basse , pour anéantir les restes du régime féodal , passa jamais dans la Chambre-Haute ? Qu'on en juge par tout ce que les Ordres privilégiés ont fait parmi nous , pour empêcher leur réunion aux Communes. Sans les scènes sanglantes qui ont suivi la prise de la Bastille , quel homme de sens oseroit prétendre qu'ils y eussent jamais consenti ?

A l'égard de la nécessité de la tenue permanente des Etats-Généraux , peut-elle faire l'ombre d'un doute ? le Prince ne réduiroit-ils pas toujours le Législateur au silence , s'il ne pouvoit parler que

lorsqu'il l'interroge? ne l'anéantiroit-il pas totalement, s'il ne pouvoit se montrer que lorsqu'il le lui permet? vérité que l'Histoire de tous les Peuples asservis retrace à chaque page. Il est donc indispensable que les Etats-Généraux soient toujours assemblés, ou, s'ils se séparent, que ce soit pour un terme très-court, & qu'ils se rassemblent ensuite de droit, à une époque fixe.

Quant à la Sanction Royale, comment a-t-elle pu faire le sujet d'une question? Le *Veto* (1) est le droit d'empêcher l'effet d'un acte du pouvoir législatif, & qui ne voit que ce droit ne peut appartenir qu'à la Nation? Elle seule peut annuler les loix qu'elle improuve; mais comme elle n'est pas toujours assemblée, & comme elle ne peut guères juger des loix que par leurs effets; il est de sa sagesse de ne les consacrer qu'au bout d'un certain terme.

Terminons par une observation essentielle sur la fausse marche que suit, depuis long-temps, l'Assemblée Nationale. Statuer sur le *Veto*, avant d'avoir statué sur les loix fondamentales de l'Etat, c'est vouloir, sans étais, bâtir une maison par le toit. Mais ne nous arrêtons pas à ce qu'elle a de singulier, pour relever ce qu'elle a de dan-

(1) *Veto*, mot latin, qui signifie j'empêche, je défends.

gereux. Commencer par la sanction des loix, c'est remettre au Monarque le pouvoir de s'opposer à la Constitution, à la régénération de l'empire. Le *Veto* une fois consacré, à quoi en serions nous réduits, si les finances du Prince étoient en bon état, s'il avoit d'audacieux Capitaines? se peut-il que l'Assemblée Nationale se laisse aller de la sorte aux motions captieuses de quelques uns de ses Membres? se peut-il qu'elle suive aveuglement toutes les impulsions qu'ils s'étudient à lui donner?

Que le *Veto* eût été proposé dans l'Assemblée Nationale par les Ministres d'un Monarque ambitieux; il n'y auroit rien là d'étrange, ils auroient fait leur métier ordinaire d'ennemis de la Patrie. Qu'il y eût été proposé par quelques Membres avides de faveur; il n'y auroit rien là d'étrange encore, jusqu'où ne va pas l'avilissement de certaines ames : mais qu'immédiatement après une révolution où chacun cherche à paroître Patriote, & dans un moment où la Nation connoît toute l'étendue de ses droits, qu'un grand nombre de ses Représentans, l'ait osé proposer, agiter & retourner en tous sens; c'est ce qu'on auroit peine à croire, si l'on méconnoissoit l'empire des passions & des préjugés. La Nation peut apprécier aujourd'hui la vertu de ses Députés : elle connoît ceux qui sont dignes de sa confiance. C'est sur eux qu'elle se repose du soin de rejeter les loix

qui flétriroient sa gloire , en ruinant sans ressource les fondemens de sa liberté & de son bonheur. Sera-t-elle réduite à la triste nécessité de les annuler , en notant d'infamie les lâches Députés qui en feroient les instrumens.

Comme il importe infiniment dans les conjectures actuelles de développer le projet formé de l'égarer sans cesse ; suivre la fausse marche qu'elle a tenue pendant trois semaines , au sujet des sacrifices illusoires fait le 4 Août par les Ordres privilégiés , sera le sujet d'un prochain Numéro.

Commandemens de la Patrie.

Avec ardeur tu défendras
Ta liberté dès à-présent.

Le mot noble tu rayeras
De tes cahiers dorénavant.

Du Clergé tu supprimeras
La moitié nécessairement.

De tous Moines tu purgeras
La France irrévocablement.

Et de leurs mains tu reprendras
Les biens volés anciennement.

Aux gens de loi tu couperas
Les ongles radicalement.

Aux Financiers tu donneras
Congé définitivement.

De tes impôts tu connoîtras
La cause & l'emploi clairement.

Et jamais tu n'en donneras
Pour engraisser un fainéant.

De bonnes loix tu formeras
Mais simples sans déguisement.

Ton estime tu garderas
Pour les vertus & non l'argent.

Aux dignités tu placeras
Des gens de bien soigneusement.

Et sans grace tu puniras.
Tous pervers indistinctement.

Ainsi faisant tu détruiras
Tous les abus absolument.

Et d'esclave tu deviendras
Heureux & libre assurément.

Hôtel-de-Ville de Paris. Comité de Police.

Permis à la Poste de faire circuler le Journal de M. Marat ,
intitulé : *le Publiciste Parisien*. Au Comité de Police, ce 8 Septembre
1789. Signés, BROUSSONET. LERASLE. LEROUX. MONDE.

De l'Imprimerie de la veuve HÉRISSANT , rue Neuve
Notre-Dame.